



AFRIQUE/MALAWI - Espoirs pour le Malawi suite à l'élection d'un nouveau Président en Zambie

Lilongwe (Agence Fides) – « Le Malawi est en train de devenir un Etat de police » dénonce à l'Agence Fides le Père Piergiorgio Gamba, missionnaire montfortain qui, depuis 30 ans, vit et œuvre au Malawi. « Désormais, la seule préoccupation est de garantir la succession au pouvoir qui devrait revenir en 2014 au frère de l'actuel Président, Bingu wa Mutharika, Arthur Peter Mutharika ».

Dans un pays en proie à une forte crise économique et politique, les violences vis-à-vis des opposants ne cessent pas. Le dernier cas, rappelle le missionnaire, est celui de Robert Chasowa, 25 ans, Vice-président de la Youth for Freedom and Democracy. « Jeté du quatrième étage de son école dans la nuit du 24 septembre, son cas avait été immédiatement catalogué par la police comme suicide. Comme preuve de cette affirmation, des lettres avaient été trouvées avec un message adressé à son père mais le message en question avait immédiatement été repoussé par le père comme n'étant pas authentique » affirme le Père Gamba.

L'élection récente, dans la voisine Zambie, du responsable de l'opposition, Michael Sata, à la Présidence de la République, représente, selon le Père Gamba, un motif d'espoir également pour le Malawi « qui semble reproduire souvent les événements ayant lieu en Zambie avec des ressemblances impressionnantes ».

Les partis d'opposition du Malawi affirment que la victoire de Sata est « un vent nouveau pour un changement de la politique » explique le missionnaire. « Sata l'a remporté avec la promesse non seulement d'une croissance économique du pays en général mais d'un véritable développement humain fait de salaires meilleurs, de services sociaux adaptés aux conditions dans lesquelles vit la population (il ne suffit pas de parler de croissance de 7% par an du PIB quand, en réalité, au niveau du village on ne perçoit aucune amélioration), d'espace pour des élections libres et de décentralisation du pouvoir politique ».

Son élection est importante enfin parce qu'en 2007, Michael Sata avait été arrêté à l'aéroport de Chileka au sud de Blantyre sans motif plausible sur ordre du Président Bingu wa Mutharika, et il avait été expulsé du pays en tant que « persona non grata ». A la base de la mesure, il est très probable que se trouvent les contacts que Sata prenait à l'époque avec l'opposition. « Le procès pour ses faits n'est pas encore achevé et le Malawi a dû recourir à un paragraphe des lois sur la base duquel l'accusation tombe lorsque l'inculpé devient Président de son pays » conclut le missionnaire selon qui ce fait constitue un nouvel élément du croissant isolement international du Malawi. (L.M.) (Agence Fides 04/10/2011)